



Numéro PPQ/

mercredi 7 septembre 2016

Les grands titres:

- Les enfants représentent une part disproportionnée des réfugiés, selon l'UNICEF
- Au Laos, Ban Ki-moon salue les efforts du gouvernement pour se débarrasser des restes explosifs de guerre
- En visite en Afghanistan, le chef de l'humanitaire de l'ONU appelle à augmenter l'aide aux déplacés
- Une capitaine nigérienne ayant servi au sein de la MINUSMA récompensée par l'ONU
- Le chef de l'ONU dénonce la hausse de l'antisémitisme dans le monde
- La FAO et l'USAID signent un partenariat pour améliorer la collecte de données agricoles
- Asie du sud-est : l'OMS développe un plan d'action pour lutter contre la malnutrition

Les enfants représentent une part disproportionnée des réfugiés, selon l'UNICEF



En Libye, Addis, tient dans ses bras son fils, Lato, dans un centre de détention de la ville de Garabulli. Photo UNICEF/UNI187398/Romenzi

7 septembre - Les enfants représentent une part disproportionnée et croissante des personnes ayant cherché refuge en dehors de leur pays de naissance : ils constituent environ le tiers de la population mondiale, mais à peu près la moitié de tous les réfugiés, selon un nouveau rapport publié mercredi par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

D'après ce rapport intitulé *Déracinés : Une crise de plus en plus grave pour les enfants réfugiés et migrants*, près de 50 millions d'enfants ont été déracinés dans le monde entier.

Sur ces 50 millions d'enfants, 28 millions d'entre eux, déracinés par la violence et les conflits, ont été déplacés à l'intérieur comme à l'extérieur de leurs frontières, dont 10 millions de réfugiés, un million de demandeurs d'asile dont le statut de réfugié n'a pas encore été déterminé et quelque 17 millions d'enfants déplacés au sein même de leur pays. En 2015, environ 45% des enfants réfugiés placés sous la protection du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) étaient originaires de Syrie et d'Afghanistan.

Environ 20 millions d'enfants migrants à travers le monde ont également quitté leur foyer pour diverses raisons, dont la pauvreté extrême et les violences perpétrées par des gangs. Bon nombre d'entre eux sont particulièrement exposés aux risques d'abus et d'actes de détention, étant donné qu'ils ne possèdent pas de papiers, ne disposent pas d'un statut juridique précis et ne font l'objet d'aucun suivi systématique de santé.

De plus en plus d'enfants traversent seuls les frontières. En 2015, plus de 100.000 mineurs non accompagnés ont demandé l'asile dans 78 pays, soit trois fois plus qu'en 2014. Les enfants non accompagnés sont parmi les plus exposés aux risques d'exploitation et d'abus, notamment par les contrebandiers et les trafiquants.



« Les images indélébiles d'enfants victimes - le petit corps d'Aylan Kurdi rejeté sur le rivage après sa noyade en mer ou le visage hébété et ensanglanté d'Omran Daqneesh assis dans l'ambulance après la destruction de sa maison - ont choqué le monde entier », a déclaré le Directeur exécutif de l'UNICEF, Anthony Lake. « Chaque photo, chaque garçon ou chaque fille symbolise des millions d'enfants en danger, et exige que la compassion que nous ressentons pour les victimes que nous voyons se traduise par une action destinée à tous les enfants ».

Selon le rapport, c'est actuellement la Turquie qui accueille le plus grand nombre de réfugiés, et très probablement le plus grand nombre d'enfants réfugiés au monde. Proportionnellement à sa population, le Liban est de loin le pays qui accueille le plus de réfugiés, puisque là-bas, environ une personne sur cinq est une personne réfugiée. En comparaison, on compte environ un réfugié pour 530 habitants au Royaume-Uni et un pour 1200 aux États-Unis. Toutefois, si l'on considère le niveau de revenu des habitants du pays d'accueil, ce sont la République démocratique du Congo, l'Éthiopie et le Pakistan qui enregistrent la plus grande proportion de réfugiés.

Le rapport de l'UNICEF relève six actions spécifiques qui permettront de protéger et d'aider les enfants déplacés, réfugiés et migrants : protéger ces enfants, en particulier les enfants non accompagnés, de l'exploitation et de la violence ; mettre fin à la détention des enfants demandant le statut de réfugié ou migrants en mettant en place une série d'alternatives pratiques ; ne pas séparer les familles - le meilleur moyen de protéger les enfants et de leur donner un statut juridique ; permettre à tous les enfants réfugiés et migrants de continuer à apprendre et d'avoir accès aux services de santé et à d'autres services de qualité ; insister pour que des mesures soient prises afin de combattre les causes sous-jacentes des déplacements à grande échelle de réfugiés et de migrants ; promouvoir des mesures de lutte contre la xénophobie, la discrimination et la marginalisation.

Au Laos, Ban Ki-moon salue les efforts du gouvernement pour se débarrasser des restes explosifs de guerre



Le Secrétaire général Ban Ki-moon (5e à partir de la gauche) lors d'une photo de groupe au 8e Sommet entre l'ONU et l'ASEAN au Laos. Photo ONU/Eskinder Debebe

7 septembre - Lors de sa visite au Laos, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a salué mercredi les efforts du gouvernement pour se débarrasser des restes explosifs de guerre qui continuent d'affecter des millions de personnes à travers le pays, plus de 40 ans après la fin du conflit au Viet Nam et dans la région.

« Davantage de munitions ont été larguées sur le Laos entre 1964 et 1973 que le total combiné des bombes utilisées pendant la Seconde Guerre mondiale. Environ un tiers de ces munitions n'ont pas explosé et posent toujours un danger mortel », a souligné M. Ban lors d'une manifestation à Vientiane marquant le lancement d'une campagne destinée à retirer ces restes explosifs.

Le Laos a en effet décidé d'ajouter un 18e objectif de développement durable (ODD) aux 17 autres adoptés par la communauté internationale il y a un an.

« L'ODD 18 consiste à se débarrasser des restes explosifs qui affectent des millions de personnes à travers le pays », a dit le Secrétaire général. « Je suis fier de participer au lancement de cette campagne qui est très prometteuse pour la population et l'avenir du Laos ».

Ces restes explosifs affectent 15 provinces sur 18 au Laos et tuent ou blessent des dizaines de personnes chaque année, la majorité étant des enfants.

« L'ODD 18 vise à mettre fin aux dégâts humains causés par les restes explosifs ; à nettoyer la contamination connue dans les zones prioritaires ; à répondre aux besoins en termes de santé des personnes blessées par des restes explosifs ; et à aider les survivants à trouver un emploi et à mener une vie productive », a souligné M. Ban.

Le chef de l'ONU a également félicité le gouvernement laotien pour avoir ratifié l'Accord de Paris sur le climat et d'avoir déposé auprès de lui son instrument de ratification ce mercredi.

Lors du 8e Sommet entre l'ONU et l'Association des nations d'Asie du Sud-est (ASEAN) auquel il a participé ce même jour à Vientiane, Ban Ki-moon a encouragé les autres pays de ce groupe régional à suivre l'exemple du Laos et à ratifier l'Accord de Paris dès que possible, « de préférence avant la fin de cette année ».

Le chef de l'ONU a noté que 27 pays ont désormais ratifié cet accord, représentant environ 39% des émissions de gaz à effet de serre. Pour entrer en vigueur l'Accord de Paris doit être ratifié par 55 pays, représentant 55% des émissions.

S'agissant des Objectifs de développement durable, Ban Ki-moon a encouragé les pays de l'ASEAN à établir un mécanisme de coordination pour assurer une mise en œuvre complète des ODD par leurs gouvernements.

Par ailleurs, le Secrétaire général a salué les efforts des pays membres de l'ASEAN pour mettre fin aux conflits dans la région, prenant pour exemple les processus de paix en cours au Myanmar et aux Philippines et les tentatives de dialogue concernant le sud de la Thaïlande.

Il les a salués également pour leurs efforts destinés à réduire les tensions régionales grâce au dialogue. « Dans la mer de Chine méridionale, j'ai demandé de manière répétée à toutes les parties d'exercer un maximum de retenue et de résoudre leurs différends de manière pacifique, grâce au dialogue et conformément au droit international », a-t-il dit.

En visite en Afghanistan, le chef de l'humanitaire de l'ONU appelle à augmenter l'aide aux déplacés



Le site de Bish-Bator en Afghanistan où vivent près de 650 familles déplacées par les conflits. Photo: OCHA Afghanistan

7 septembre - Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Stephen O'Brien, a appelé mercredi la communauté internationale à augmenter de toute urgence son soutien à plus d'un million de personnes qui risquent d'être déplacées à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afghanistan d'ici la fin de l'année.

Dans un communiqué de presse, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (BCAH) a rappelé que l'Afghanistan fait face à une crise humanitaire alors que des familles très vulnérables s'apprêtent à connaître la sévérité de l'hiver afghan, souvent pour la première fois.

Selon le BCAH, plus de 5.000 Afghans reviennent du Pakistan chaque jour. En raison de cet afflux soudain de rapatriés, la communauté humanitaire en Afghanistan a décidé de lancer un appel urgent demandant environ 150 millions de dollars pour soutenir la réponse humanitaire face aux besoins de cette hausse importante de nouvelles personnes en mouvement, y compris de nouveaux rapatriés afghans sans papiers et qui ont besoin d'aide.

« Les familles ont perdu leurs maisons et moyens de subsistance. Les personnes déplacées vivent dans des tentes, incapable de nourrir leurs enfants et ont eu peu ou aucune éducation formelle », a déclaré le Secrétaire général adjoint au terme de sa visite de deux jours en Afghanistan. « Ce schéma cyclique de conflit prolongé doit se terminer pour éviter qu'une nouvelle génération d'enfants soit perdue dans la guerre et la souffrance ».

Au cours de sa mission en Afghanistan, M. O'Brien a rencontré des partenaires humanitaires, des responsables du gouvernement et de la communauté diplomatique. Il a également rendu visite à des familles déplacées touchées par le conflit qui perdure.

L'impact humanitaire de ce conflit prolongé en Afghanistan est grave. Plus de 1,1 million de personnes ont été forcées de fuir leurs foyers à cause du conflit, dont plus de 245.000 personnes depuis le début de l'année 2016. Les besoins humanitaires augmentent et les contraintes d'accès s'intensifient.

Des niveaux alarmants de malnutrition affectent 2,7 millions de personnes, dont un million d'enfants de moins de cinq ans. Seulement 35% des enfants atteints de malnutrition aiguë sévère ont été traités et parmi eux, seulement 25% sont réellement guéris.

« Il faut faire davantage pour soulager les souffrances des enfants et les empêcher de mourir », a déclaré le Coordonnateur des secours d'urgence.

M. O'Brien a appelé les gouvernements, les donateurs, la communauté internationale et les partenaires humanitaires à s'engager à sauver des vies grâce à de meilleurs services de soins de santé et à lutter contre la malnutrition généralisée - une urgence humanitaire silencieuse - qui emporte plus de vies d'enfants que le conflit actuel en Afghanistan.

« Maintenant plus que jamais, la communauté internationale doit rester résolue dans son appui à la population afghane afin de subvenir aux besoins des familles déplacées et des nouveaux rapatriés, et lutter contre la crise alarmante de malnutrition afin d'empêcher la mort de plus de 126.000 enfants cette année », a déclaré le chef de l'humanitaire de l'ONU.

Une capitaine nigérienne ayant servi au sein de la MINUSMA récompensée par l'ONU



Casques bleus de la MINUSMA en patrouille. Photo : MINUSMA / Marco Dormino

7 septembre - Une capitaine nigérienne, Aichatou Ousmane Issaka, ayant servi au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), a reçu le Prix de l'ONU pour le défenseur militaire du genre de l'année.

« La Capitaine Issaka s'est démarquée de ses pairs en ayant constamment cherché à intégrer les principes de la résolution 1325 dans le travail quotidien de ses troupes et au quartier général de son secteur », a déclaré mercredi, le Département des opérations de maintien de la paix (DOMP) des Nations

Unies dans un communiqué de presse.

C'est la première fois que ce prix est remis. Il reconnaît le dévouement et les efforts d'un membre des forces de maintien de la paix pour promouvoir les principes énoncés dans la résolution 1325 du Conseil de sécurité portant sur le rôle important joué par les femmes dans la promotion de la paix et de la sécurité.

Le processus de sélection du lauréat a commencé en 2015 lorsque le Bureau des affaires militaires, qui se trouve au sein du DOMP, a demandé aux commandants et

chefs de toutes les missions de maintien de la paix de l'ONU de nommer un Casque bleu qui, selon eux, avait le mieux intégré la perspective du genre dans les activités de maintien de la paix.

« Nous espérons que le prix aidera à rehausser le profil et la compréhension de ce que l'intégration d'une perspective de genre représente, dans un contexte militaire, pour les missions de maintien de la paix des Nations Unies », a indiqué le DOMP.

Pendant son affectation à la MINUSMA, la Capitaine Issaka a travaillé au sein de la cellule de coopération civile-militaire dans la ville de Gao, dans le nord du Mali. Une grande partie de son temps a été consacrée à l'élaboration de projets ayant un impact rapide sur la population locale. Elle a passé beaucoup de temps à la formation d'autres officiers et à sensibiliser les femmes au niveau local, renforçant ainsi les liens entre l'ONU et la communauté d'accueil.

La Capitaine Issaka a également accompagné des patrouilles qui, sans elle, auraient été uniquement masculines, les rendant ainsi plus abordables et accessibles aux femmes et aux enfants de Gao.

Agée de 42 ans, le Major Isaak est diplômée en affaires sociales de l'Académie militaire du Niger. Elle est mariée avec trois enfants et vit à Niamey, la capitale du Niger.

Le chef de l'ONU dénonce la hausse de l'antisémitisme dans le monde



Le Forum de haut niveau sur l'antisémitisme mondial au siège de l'ONU à New York. Photo ONU/JC McIlwaine

7 septembre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a déclaré mercredi qu'il était consterné par l'augmentation globale de l'antisémitisme, rappelant que l'intolérance empoisonne la société.

« La violence contre les personnes en raison de leur identité ou de leurs croyances religieuses est une atteinte aux valeurs fondamentales de l'ONU. Cette intolérance est aussi l'une des plus grandes menaces d'aujourd'hui », a dit M. Ban dans un message vidéo adressé au Forum de haut niveau sur l'antisémitisme mondial, organisé à l'initiative des Etats-Unis, du Canada, d'Israël et de l'Union européenne au siège

des Nations Unies à New York.

Le forum réunissait des fonctionnaires, des dirigeants communautaires et des chefs d'entreprise pour faire des recommandations concrètes aux pays membres de l'ONU pour lutter contre l'antisémitisme de manière plus efficace.

Dans son message, Ban Ki-moon a souligné l'importance de cet événement alors que l'antisémitisme est en hausse dans le monde. Il a noté également de nombreuses autres formes alarmantes de discrimination aujourd'hui, en particulier la haine et les stéréotypes visant les réfugiés et les migrants.

« L'antisémitisme est une des formes de haine les plus anciennes, les plus répandues et les plus meurtrières au monde. Malgré les leçons de l'histoire et l'horreur de l'Holocauste, les Juifs continuent d'être victimes d'assassinats et d'abus uniquement parce qu'ils sont juifs », a dit le chef de l'ONU.

Le Secrétaire général a dénoncé ceux qui attisent les flammes de la haine religieuse pour des gains politiques. « Cette intolérance et cet opportunisme n'empoisonnent pas seulement les cœurs et les esprits des jeunes, ils empoisonnent toute la société », a-t-il dit. « A maintes reprises, l'histoire a montré que ceux qui attaquent une minorité aujourd'hui, en cibleront une autre demain ».

La FAO et l'USAID signent un partenariat pour améliorer la collecte de données agricoles



Des agriculteurs récoltent des céréales au Tadjikistan. Photo FAO/Nozim Kalandarov

7 septembre - L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) ont signé un accord de 15 millions de dollars visant à améliorer la capacité des pays en développement à collecter des données agricoles, suivre les progrès réalisés en matière de développement et à élaborer de meilleures politiques.

« Dans les décennies à venir, l'humanité devra produire davantage de nourriture pour une population croissante en utilisant des ressources naturelles telles que l'eau, la terre et la biodiversité de manière durable tout en faisant face aux défis imposés par le changement climatique », a déclaré le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, dans un communiqué de presse publié mercredi.

« Notre capacité à augmenter les rendements alimentaires de manière durable et à éradiquer la faim dépendra de la disponibilité des données statistiques sur l'agriculture et les zones rurales, qui devront être meilleures, rentables et produites en temps opportun », a-t-il ajouté.

Ces informations sont vitales pour élaborer de bonnes politiques et faciliteront le suivi des progrès nécessaires afin de réaliser les Objectifs de développement durable (ODD). Le deuxième Objectif de développement durable consiste à éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable.

La contribution de l'USAID prendra en charge la première phase d'un projet mené par la FAO qui se déroulera de 2016 à 2021. Le projet commencera par la mise en place de programmes pilotes dans quatre pays en développement, deux en Afrique subsaharienne, un en Amérique latine et un en Asie.

L'objectif est d'élaborer et de mettre en œuvre une nouvelle approche qui devra également être rentable afin de collecter des données agricoles dans le contexte des pays en développement, plus connue sous le nom de « Système intégré de recensements et d'enquêtes agricoles » (AGRIS).'

La méthode AGRIS ne servira pas seulement à collecter, chaque année, de meilleures données sur la production agricole mais aussi à fournir des informations plus complètes et plus détaillées sur la structure des fermes notamment en matière d'emploi, d'utilisation des machines, de coût des produits, de pratiques agricoles et d'impacts environnementaux.

Elle comprendra des innovations récentes telles que la télédétection, le GPS, la technologie mobile et proposera diverses utilisations des « données de masse ». Ces outils permettront de mettre en place des approches plus objectives pour mesurer les performances agricoles, et dans certains cas remplaceront les méthodes traditionnelles qui sont plus coûteuses.

En plus de fournir de meilleures données et plus détaillées, AGRIS encouragera l'intégration de différentes sources de données, améliorera l'accessibilité et la mise à jour des données et réduira les frais de collecte de données.

Les données finalement obtenues seront caractérisées par leur grande qualité et ce, sur de nombreux aspects : techniques, économiques, environnementaux et sociaux. Ces données aideront les gouvernements à analyser et à comprendre les impacts des politiques agricoles, à évaluer les progrès effectués vers la réalisation des ODD

et d'autres objectifs tout en aidant à élaborer de meilleures politiques.

Asie du sud-est : l'OMS développe un plan d'action pour lutter contre la malnutrition



Une petite fille au Laos bénéficiant d'un programme de nutrition à l'école. Photo: Bart Verweij/Banque mondiale

7 septembre - L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a appelé mercredi à une approche globale pour lutter contre la malnutrition qui touche les populations à travers l'Asie du sud-est, en particulier les femmes et les filles.

« Le profil nutritionnel actuel de la région de l'Asie du sud-est est caractérisée par des taux de sous nutrition qui diminuent lentement aux côtés d'une hausse rapide des taux de surpoids et d'obésité, souvent dans les mêmes communautés, et parfois dans les mêmes familles », a déclaré la Directrice régionale de l'OMS pour l'Asie du sud-est, Dr Poonam Khetrapal Singh, dans un communiqué de presse.

« Ce double fardeau empêche les gens d'atteindre leur plein potentiel et alimente des taux croissants de maladies non transmissibles. Nous avons besoin de mobiliser une action multisectorielle pour résoudre ce problème le plus tôt possible », a-t-elle ajouté.

Selon l'OMS, on estime qu'à travers la région, 60 millions d'enfants âgés de moins de 5 ans sont rachitiques, tandis que 8,8 millions sont en surpoids. La maigreur touche 24 à 47% des adolescentes, tandis qu'entre 2 et 24% d'entre elles sont en surpoids. Chez les femmes adultes, la prévalence du surpoids ou de l'obésité varie entre 18 et 30%.

« Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 appelle à mettre fin à toutes les formes de malnutrition. Pour atteindre cet objectif, en consultation avec tous les pays membres de la région, l'OMS a élaboré le Plan d'action stratégique 2016-2025 pour réduire le double fardeau de la malnutrition dans la région de l'Asie du sud-est », a déclaré la Dr Khetrapal Singh.

Le plan d'action stratégique servira d'outil de plaidoyer et de référence pour les pays de la région. Il insiste en particulier sur la promotion d'un environnement de soutien pour les interventions en matière de nutrition et sur la participation du secteur privé pour résoudre ce problème.